L'économie et la frontière entre le possible et l'impossible

Autor(en): **Martuccelli, Danilo**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **72 (2014)**

Heft 2

PDF erstellt am: **19.03.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-823245

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'ÉCONOMIE ET LA FRONTIÈRE ENTRE LE POSSIBLE ET L'IMPOSSIBLE

Danilo Martuccelli
Université Paris Descartes, SPC, membre de l'IUF, CERLIS-CNRS
danilo.martuccelli@parisdescartes.fr

L'auteur interroge l'origine de la fascination de nos sociétés pour le «réel», dernier grand mythe de la modernité. «Plus la conscience d'habiter dans des univers pénétrés de textures culturelles diverses et ouvertes à la circulation des signes devient vive, plus l'appel à la *réalité* devient le tribunal ultime face auquel nous devons juger du vrai et du faux», écrit-il. Il invite non pas *ce qu'est* la réalité, mais les fonctions historiques qu'on lui fait jouer au sein des différentes sociétés. Pour comprendre les fonctions sociales spécifiques que chaque période ou société octroie à la «réalité». Cet article donne les clés de lecture du récent ouvrage de l'auteur intitulé *Les sociétés et l'impossible* (Armand Colin, 2014).

Mots-clés: réalité, «réel», économie, théologie, mécanique économique, TINA, croyance.

Danilo Martuccelli est professeur de sociologie à l'Université Paris Descartes, UPSC, membre de l'IUF, et chercheur au CERLIS-CNRS. Ses travaux portent sur la problématisation du rapport entre l'action et la réalité. D'abord, il a abordé cette question à partir des différentes formes de décalages que l'on peut repérer entre les actions et les situations: il n'y a pas d'action sans la prise en compte de l'écart constitutif – et donc d'un égarement possible – que toute action établit avec la réalité (*Décalages*, P.U.F., 1995). Ensuite, il s'est intéressé à la consistance spécifique de la vie sociale, autant d'un point de politique (*Dominations ordinaires*, Balland, 2001) qu'en termes ontologiques et épistémologiques à proprement parler (*La consistance du social*, P.U.R., 2005): à savoir, le fait que la vie sociale est marquée, à tous les niveaux, par une malléabilité résistante qui constitue, dans ses habilitations et ses contraintes, le cœur de ce que nous devons analyser et décrire. Les sociétés et l'impossible est une nouvelle étape dans cette réflexion, cette fois-ci à partir d'une dimension historique et sociétale: il s'agit de proposer un récit analytique des manières dont diverses sociétés ont tracé, au milieu de cette consistance irrépressible de la vie sociale, les limites entre le possible et l'impossible.

ENTRETIEN

Qu'est-ce que la réalité et comment a-t-elle évolué à travers le temps?

La réalité est ce qui résiste, ce à quoi se heurte l'action. C'est pourquoi la notion qui, dans cette caractérisation, en rend le mieux compte – du point de vue de l'action – est l'idée de

choc avec la réalité. Nous vivons non seulement en postulant que des limites réelles existent, mais en *croyant* surtout qu'elles agissent constamment et plus ou moins immédiatement sur nous. C'est là que se dessine l'horizon spécifique d'une forme de travail critique. Si le choc avec la réalité mérite la plus grande attention, c'est parce que, continuellement supposé, il est toujours éprouvé de façon complexe. Il est davantage une crainte imaginaire ou une croyance collective, qu'une expérience effective. Autrement dit, l'idée de choc avec la réalité n'est donc qu'une notion limite, régulatrice, dont la portée réelle procède moins de son caractère effectif, que des effets qu'en attendent les acteurs eux-mêmes. Et pourtant, son importance est décisive, puisque, en son absence, c'est tout simplement le sens ordinaire de la réalité qui se dissipe.

Cette dimension est inséparable de notre expérience de l'action et d'un domaine sociétal privilégié. D'une part, notre expérience de l'action est le substrat ordinaire de ce qu'est la réalité. Notre sens fondateur de la réalité – ce qui la différencie d'ailleurs du rêve, de la fiction ou de l'imaginaire – comporte inévitablement des dimensions de contrainte et de résistance. La réalité est ce qui résiste au niveau de notre expérience de l'action. D'autre part, dans les sociétés contemporaines, et sur ce point avec une indéniable spécificité historique, notre conception de la réalité est indissociable d'un domaine d'activité que nous nous représentons comme disposant, pour des raisons systémiques (en fait, fonctionnelles), d'un surcroît de capacité de contrainte et de limite – l'économie. Certes, ces deux éléments (l'expérience de l'action individuelle et le domaine sociétal) sont bien différents, et pourtant, c'est bien leur combinaison qui structure notre sens de la réalité («ce qui résiste») et la fonction qui lui est accordée dans la vie sociale. Cette double dimension explique les spécificités de ce type de travail critique: il faut en effet mettre en évidence les manières dont la «réalité» contrarie (ou habilite) effectivement nos desseins et, d'autre part, les fonctions de contrôle que l'on fait jouer à la «réalité». Ce qui engage une réflexion sur différents points[1].

En tout premier lieu, réduit à un schématisme de base, il est possible d'affirmer que sur la longue durée la «réalité» a été successivement incarnée par quatre grands facteurs: Dieu, le Roi, l'Argent, la Nature – la religion, le politique, l'économie, l'écologie. Chacun de ces domaines, sous des modalités différentes, a en effet structuré à une période donnée ce qui était censé être le socle ultime de «la» réalité.

Dans sa plus haute abstraction, chacun de ces régimes de réalité articule étroitement trois grands éléments. D'abord, l'appel «incontestable» à une expérience immédiate et directe du monde, souvent sous la forme d'un appel au sens commun, dictant sous la forme d'une évidence sensible irrécusable la force de ce qu'est la «réalité» et ceci à l'aide de la *peur*. Ensuite, une production proprement symbolique qui étaye et renforce cette impression première – autrement dit: pas de «réalité» sans un important travail d'*élaboration culturelle*. Enfin, un ensemble de *preuves* récurrentes et incontournables qui rappellent, si le besoin s'en fait sentir, le bien fondé de nos représentations liminaires du monde – pas de pitié pour ceux qui transgressent les limites de la «réalité»!

Tous les quatre (Dieu, Roi, Argent, Nature) désignent donc à la fois une économie générale du monde – le socle qui soutient tous les autres domaines – et la source ultime du principe de nécessité. La «religion» d'abord avec l'idée du sacré et de sa transgression; puis le «poli-

---

1 Pour un développement approfondi de tous ces points, cf. Martuccelli (2014).

tique», en fait l'ordre des états de droit et des hiérarchies; ensuite l'«économie», bien sûr, depuis l'avènement du capitalisme; et peut-être, déjà, demain l'«écologie». Chacun de ces domaines, sous des modalités différentes, a en effet structuré à une période donnée ce qui était censé être le socle ultime de «la» réalité. Afin de bien souligner leur caractère indissociablement historique et institutionnel, il faut les dénommer des régimes de réalité. Chacun d'entre eux structure un ensemble des significations imaginaires sociales faisant monde (Castoriadis, 1975).

Cette succession historique très rapidement évoquée, il est clair que si ce type de travail critique doit se centrer aujourd'hui sur l'économie, c'est parce qu'elle incarne, au niveau sociétal, le sens liminaire de nos représentations de la réalité. En vérité, cette fonction est désormais concurrencée par l'écologie à qui reviendra, peut-être, la fonction de définir demain les limites indépassables du monde. Mais pour l'heure, plus et mieux que n'importe quel autre domaine de la vie sociale, l'économie est le pivot hégémonique de notre régime de réalité. Elle condense, à la fois des représentations de sens commun et une représentation hautement abstraite et savante de son fonctionnement. Davantage que la science naturelle, dont elle ne cesse cependant de s'inspirer, et parfois de se réclamer, l'économie est devenue – dans sa double dimension de science sociale et de domaine de la réalité – le nouveau garant de notre régime de réalité – et l'horizon ultime du possible et de l'impossible. Elle remplit alors une fonction ontologique analogue à celle qu'a eu jadis la théologie (Flahault, 2003: 106). L'économie dicte, à terme, l'horizon du possible et de l'impossible. Elle plie les volontés; elle ferme les débats. Cette redoutable efficacité résulte de l'association de trois facteurs disparates: la peur de la rareté; la conception d'une mécanique économique coercitive; la capacité d'en faire découler des sanctions établies comme fortes, évidentes, immédiates, incontournables.

Autant dire que le véritable et ultime fondement de l'économie-comme-réalité réside dans l'institution de l'imaginaire de la «mécanique». C'est la raison pour laquelle elle doit être la cible principale du travail critique, d'autant plus que, sur ce registre, l'insuffisance des critiques de l'économie est criante – dans une filiation qui va, au moins de Marx à l'école de la régulation, en passant par Keynes. Cette insuffisance résulte de leur commune adhésion au principe de l'existence d'une mécanique économique comme «réalité» incontournable. S'il arrive parfois que ces démarches critiquent le réductionnisme de *l'homo œconomicus*, en revanche, elles ne mettent guère en doute la force de la mécanique économique. Sur ce point précis – l'existence de la mécanique économique – l'accord est profond entre analystes: que ce soit par le biais de la main invisible des libéraux, par le Tableau de Quesnay, par le «circuit keynésien», en passant par la détermination «en dernière instance» chère au marxisme, le «ré-encastrement» de l'économie de Polanyi ou encore l'idée d'une articulation nécessaire des facteurs institutionnels dans le cadre de l'école de la régulation, tous partagent l'idée de l'existence d'un domaine social soumis à des sanctions sans équivoque. C'est cet accord fondamental, largement hégémonique, qui fonde d'une part la spécificité de l'imaginaire économique dans la modernité et d'autre part la particularité de notre régime de réalité.

Comme jadis ont pu le faire le pur et l'impur, le sacré et le profane, la hiérarchie et les statuts, l'économie institue une croyance partagée et entretenue sur ce qu'est la «réalité». La réussite en est d'ailleurs éclatante. Peu de choses sont devenues aussi «évidentes» aujourd'hui que les effets «inévitables» de certaines politiques économiques. Depuis quelques décennies un

acronyme à grand succès, massivement évoqué par des responsables politiques de tout bord, résume bien cette équation: TINA (*There is no alternative*). Rien ne montre avec autant de force cette fonction de réalité en dernière instance que le va-et-vient permanent entre les formes vulgarisées du discours économique d'une part (et depuis quelques années la reprise inlassable et quotidienne de quelques «indicateurs» par les médias, mais aussi et surtout de ses postulats par les sciences de la gestion), et la science économique de l'autre. Ce lien, qui n'est pas seulement idéologique, est au fondement de la fonction spécifique de l'économie dans sa capacité à dire aujourd'hui le réel.

Il est indispensable de réinterroger ce constat en rappelant la contingence irréductible des faits sociaux, et la manière spécifique dont cette expérience invite à problématiser la fonction de «réalité» que détient aujourd'hui l'économie. Un travail qui mène à complexifier l'idée de l'existence d'un domaine économique soumis à des sanctions sans équivoque. Bien entendu, il est absurde de nier une certaine systématicité de l'économie; en revanche, la prétendue naturalité et immédiateté des sanctions économiques doit constamment être objet de surveillance. La confusion entre ces aspects est telle, que pour certains économistes, mettre en question la systématicité de l'économie revient à questionner la science économique tout court. Or, non seulement celle-ci est susceptible d'être construite (et a pu l'être en tout cas) sur d'autres postulats épistémologiques (Berthoud, 2005), mais le choix épistémologique de l'économie (sa préférence pour la formalisation mathématique et surtout pour l'imaginaire de la mécanique) ne doit à aucun moment devenir une posture ontologique. Au contraire même: il faut mettre en examen, de façon précise, les modes effectifs d'action des limites, ce qui exige de privilégier l'étude des moments effectifs où les contraintes sanctionnent empiriquement les actions humaines.

D'autant plus que dans la vie sociale, les contraintes opèrent de façon irrégulière (elles peuvent, en fonction de certains contextes, ne pas agir); intermittente ou médiate (toute contrainte se déroule dans un temps plus ou moins long – ce qui complexifie l'idée de la réactivité de l'environnement); transitoire (les sanctions évoluent, s'usent, se transforment, se durcissent ou disparaissent). L'affirmation, si fréquente, de l'existence des «lois» économiques, doit être mise en examen à partir de ce postulat. Non que certaines d'entre elles ne soient pas valables de manière abstraite (pensons à la loi de l'offre et la demande) mais elles n'opèrent que dans des contextes, par définition différents, expliquant ou infirmant a posteriori leur validité. Ce ne sont donc pas les contraintes qu'il s'agit de questionner (la réalité est ce qui résiste); mais la fonction qu'on accorde à l'imaginaire des limites dans notre perception de ce qu'est la «réalité».

Quels sont les défis de la critique devant cette affirmation de la réalité économique et ses contraintes?

La ligne à tenir est donc difficile parce que, répétons-le, il est absurde de nier toute systématicité de l'économie. En revanche, la prétendue naturalité et immédiateté des sanctions économiques doit constamment être objet de surveillance. Autrement dit, s'il est ô combien légitime de chercher des mécanismes causaux (ou corrélations) entre les phénomènes économiques, en revanche, ces constructions intellectuelles ne peuvent jamais prétendre décrire l'ordre de la réalité sociale – et l'irréductible *contingence* (non nécessité) des faits humains. C'est bien ce court-circuitage qui fonde l'économie-comme-réalité.

Pour mener a bien ce travail critique, il faut interroger les faits sociaux d'une manière bien particulière: en soulignant la contingence due à leurs diffusions spatiales et à leurs déroulements temporels effectifs. Ce qui exige de privilégier l'étude des moments effectifs où les contraintes sanctionnent empiriquement les actions humaines. Autrement dit, la critique de l'économie-comme-réalité doit d'abord s'appuyer sur l'étude empirique et historique minutieuse des moments de chocs avec la réalité afin d'asseoir le bienfondé de leur incroyable élasticité effective. Bien entendu, les «vérités» factuelles sont toujours insuffisantes pour ébranler une croyance – comme le montrent le maintien des croyances économiques après la crise de 2008 (Lebaron, 2010; Orléan, 2011); c'est pourquoi il sera nécessaire d'en franchir une deuxième. Il faudra revenir en partie sur les raisons, individuelles et collectives, de la nécessité de la croyance de cette fonction de réalité accordée à l'économie, afin de construire une autre philosophie possible de notre être-dans-le-monde.

Pour ce faire, l'analyse doit se pencher sur des moments qui, au-delà du fait qu'ils valident ou non la théorie économique, signalent – tous – un autre fonctionnement du lien entre action et réalité. Une relation élastique bien visible à propos, par exemple, des crises boursières, lors de certaines épisodes d'inflation, de surendettement, de la fixation des prix, et bien sûr, comme de plus en plus de travaux le montrent depuis quelques décennies, à propos de la diffusion hautement complexe des phénomènes financiers globalisés au niveau des entreprises mais aussi des pays (Pilhon, 2004). Dans tous ces exemples, il s'agit de souligner, à l'inverse de ce qu'affirme l'imaginaire de la mécanique, le fonctionnement élastique effectif des contraintes et donc le caractère hautement problématique de la réactivité des acteurs dans la vie sociale et des chocs avec la réalité: à la fois pour des raisons factuelles – les contraintes n'opèrent jamais avec la vitesse et l'évidence escomptées –, et pour des raisons cognitives – malgré les démentis pratiques, comme le pragmatisme l'a bien montré, les acteurs poursuivent dans leurs objectifs. Les sanctions de la réalité n'ont nullement la capacité d'ébranler – immédiatement – nos croyances collectives; et les anomalies des sanctions n'affaiblissent nullement notre conviction du pouvoir discrétionnaire de la «réalité».

Ces situations à peine évoquées, l'affirmation suscite de l'incrédulité. N'est-il pas vrai que le domaine économique abonde en exemples de coercitions actives? Le fait, par exemple, que l'activité du capitaliste soit déterminée par une logique d'accumulation qui s'impose à lui de l'extérieur, de manière «objective» quelle que soit sa volonté, n'en est-il pas un exemple – une preuve – évidente? À propos du développement des pays du Tiers monde, est-il raisonnable d'ignorer le rôle «objectif» des déficits chroniques de la balance des paiements, ou du poids de la dette extérieure, ou encore, de la difficulté à obtenir de crédits? Peut-on ignorer les limites ressenties par l'action politique à cause, par exemple, de l'étranglement de l'économie à la suite de la rareté des devises? Certes. Cependant, les coercitions «objectives» se révèlent toujours, et après examen, plus labiles que ne le suggèrent ces illustrations. Si l'idée qu'il y a des domaines soumis à de fortes coercitions systémiques paraît plausible à un niveau de haute généralité, l'étude détaillée décèle toujours, y compris dans les lois d'airain de l'économie, de nombreux cas où leur fonctionnement se révèle problématique (Bairoch, 1999).

Limitons-nous à évoquer deux exemples. En tout premier lieu, et sans entrer dans la technicité des débats, la complexité des démentis pratiques aux crises financières. Pour les uns, les ajustements cycliques de la bourse ne sont rien d'autre que les effets d'une «bulle spéculative», induite par le décrochage entre la spéculation financière et les «réalités» de l'économie

productive. L'idée, même si elle n'est pas exprimée dans des termes aussi naïfs, suppose l'existence d'un point d'équilibre (basé sur les «fondamentaux» d'un groupe) au-delà duquel, inévitablement, et pour des raisons «objectives», les cours en bourse s'effondreraient. Certes, on sait que cette relation est problématique. Il n'empêche: la sanction, à terme, est supposée être dictée par l'«objectivité» du monde. Pour d'autres, en revanche, les marchés boursiers opéreraient plutôt avec des contraintes intersubjectives: plutôt alors que de parler d'un «décrochage» objectif, on souligne la synergie précaire des anticipations croisées entre les différents acteurs. Ce sont ces anticipations – et la «croyance» qu'elles expriment – qui expliquent le fonctionnement de la «réalité». Les décisions des traders s'expliqueraient ainsi davantage par les estimations qu'ils font des décisions des autres traders qu'en référence à l'état «réel» des entreprises ou des économies. Le «système» fonctionne à partir de réflexes mimétiques – tout le monde essayant de faire ce que fait, ou pense que fait, son voisin (Orléan, 1999; Orléan et Aglietta, 2003; Godechot, 2001; Orléan, 2011). Dans ces travaux, nous sommes très loin du «principe» selon lequel les cours des actions sont censées refléter la valeur des entreprises. Certes, ce n'est pas nouveau. Depuis Keynes (1977: 168) on sait que la bourse reflète davantage la psychologie de ses agents que les «fondamentaux» de l'économie. Mais l'écart a connu des proportions telles ces dernières années, qu'il est devenu courant de parler des exubérances «irrationnelles» des marchés et des agents de la «nouvelle économie» (Artus et Virard, 2005). Bien sûr, dans les travaux des économistes, et au-delà de la nature de la «cause» (objective ou intersubjective) il s'agit bien de reconstruire a posteriori l'enchainement des mécanismes (souvent sous la forme d'une mécanique); mais comment ne pas voir que tous ces travaux parlent au fond de la contingence fondamentale du lien entre l'action et le monde? Bien sûr, bien des fameuses «corrections» du marché finissent – tôt ou tard – par avoir lieu, mais personne ne sait vraiment ni quand ni sous quelles modalités. Le choc avec la réalité – c'est-à-dire, la certitude empirique sur laquelle repose l'échafaudage de l'économie-comme-réalité, qu'il s'agisse des krachs boursiers ou des dettes souveraines (Chesnais, 2011), est en fait une sorte de clair-obscur sur du sable mouvant.

Évoquons un second exemple d'une toute autre nature et dimension: le surendettement individuel. Ici aussi, et à l'encontre de certaines croyances, bien des enquêtes soulignent le caractère étonnement élastique des revenus. Bien entendu, une limite existe, mais cette limite se révèle bien plus floue que prévue; bien des acteurs découvrent qu'il leur est possible de dépenser beaucoup plus que ce qu'ils gagnent, au moins «durant un certain temps». La raison en est simple: «le revenu n'est pas un facteur d'une absolue rigidité grâce aux vertus du crédit» (Duhaime, 2003: 47). Mieux encore, il a pu être montré, notamment à propos des couches populaires dans les pays du Sud, que l'imaginaire d'une période de stabilité suivi d'une période d'endettement est contestable – tant les individus sont nombreux à évoquer le souvenir d'une instabilité positionnelle permanente et souvent d'un surendettement chronique (Araujo et Martuccelli 2011). Une réflexion critique sur l'économie-comme-réalité, doit moins s'intéresser aux causes ou aux raisons du surendettement, qu'aux manières effectives et élaguées par lesquelles se produit le fameux choc avec la réalité. Comme n'importe quel autre retour de réalité, le surendettement dépend d'un contexte, bien sûr, mais également d'un travail d'élaboration culturelle et il est loin d'avoir, lui aussi, le caractère implacable qu'on lui prête trop souvent y compris dans une certaine tradition critique (Lazzarato, 2011).

Alors: est-ce dire que la «réalité» n'existe pas? Nullement. Mais son mode de sanction est particulier, notamment dans le domaine économique, et c'est cela qui doit devenir un objet privilégié de la critique sociale. Reprenons de façon transversale les deux exemples précédents – la bourse et le surendettement – à partir de la récente expérience américaine. Le récit hégémonique que les économistes en ont donné a posteriori peut se résumer facilement. La crise actuelle a pour origine une stagnation (ou en tout cas une sévère modération) du pouvoir d'achat depuis les années 1970; des inventions à répétition des mécanismes financiers visant – tous – soit à faciliter, soit à rendre possible, au-delà de ce qui était jusque-là permis, l'endettement des familles américaines; une augmentation constante, bien stimulée par la publicité, des attentes croissantes de consommation des ménages (une demande que la troisième révolution industrielle, et les nouveaux produits qu'elle a vu apparaître, a certainement accrue); enfin, le choix d'une politique immobilière visant à étendre l'accès à la propriété à l'aide de mécanismes de crédits pour le moins fantaisistes (les prêts *subprimes*: la possibilité d'acheter des maisons presque sans aucun apport personnel, des taux d'intérêts à court termes quasi inexistants, le report «indéfini» des remboursements...). Rétrospectivement, tout le monde en convient. Ce «système», notamment dans sa composante immobilière, fut une véritable «folie» collective. En fait, le mot est inexact. Si bien des acteurs – y compris parmi les plus puissants y ont cru... gains à l'appui –; d'autres, au contraire, ont toujours dénoncé les risques induits par des mécanismes financiers chaque fois plus audacieux en rappelant, dans le désert, le destin inéluctable d'une situation de ce type (Krugman 2009; Jorion, 2009; Aglietta, 2008; Stiglitz, 2010).
Inéluctable. C'est là le mot-clé. C'est cette confiance «en dernière instance» d'une réalité comme couperet qu'il s'agit de questionner. Que vaut une «prédiction» qui met plusieurs décennies à se réaliser et qui s'effectue sous des modalités conjoncturelles en partie imprévisibles? Depuis la bulle spéculative des Tulipes en Hollande en 1637 jusqu'à la toute dernière crise, lorsque l'«explosion» se produit, mais seulement à ce moment-là, «tout le monde savait». C'était «évident». Si ce n'est que des dénouements ne sont pas uniformes au long de l'histoire, puisque toutes les «bulles» n'«explosent» pas de la même manière, puisque toutes les dettes ne sont pas traitées ni corrigées de la même façon, ni bien sûr, avec les mêmes conséquences (Reinhart et Rogoff, 2009). Le choc avec la réalité est davantage une croyance dans la limite «incontournable» du monde qu'une connaissance factuelle de ce qu'il est.

Comment penser autrement les contraintes et les limites?
Ce ne sont donc pas les contraintes qu'il s'agit de questionner (la réalité est ce qui résiste); mais les limites imaginaires de la «réalité». Aucune autre métaphore ne décrit mieux cet aspect que celle de l'élasticité, c'est-à-dire, une résistance étirable au cœur d'une limite effective qui, tout en étant toujours posée, n'est qu'occasionnellement éprouvée. Le monde social est soumis à divers retours de réalité – des mécanismes qui entravent effectivement nos desseins –, mais toujours au milieu d'une élasticité sociale irrépressible. Le monde social n'est jamais une «mécanique» réagissant de manière directe, immédiate et durable à nos actions. C'est de ce fantasme, au cœur de l'économie-comme-réalité qu'il faut libérer le regard des individus. À la différence donc de ce qu'ont affirmé à l'unisson les trois grands maîtres du soupçon – Marx, Freud et Nietzsche – nos actions n'échouent pas sur le butoir intangible d'un principe de réalité à réactivité immédiate, mais se déploient, au contraire, au

milieu d'un clair-obscur de possibilités et des limites, les unes et les autres indissociablement «réelles» et «imaginaires». Pour ouvrir les possibles, il faut s'affranchir, certainement pas de la réalité, mais de sa traduction sous-problématisée sous forme de principe de réalité. C'est donc à démêler l'état toujours problématique de la «réalité» que doit s'attarder le travail critique: faire en sorte que le monde social ne cesse jamais d'être perçu dans l'élasticité foncière qui est bien la sienne. Une attitude critique qui doit désormais s'exercer non seulement vis-à-vis de l'économie mais également en direction des affaires écologiques.

Si, par moments, ce type de travail peut partager des points communs avec d'autres thématiques critiques de l'économie, sa spécificité n'en est pas moins réelle. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer les extravagances de la structure de hauts salaires devenue économiquement «aberrante»; ou de s'attarder sur l'augmentation sensible des inégalités, ou encore sur l'évolution du partage des richesses entre travail et capital depuis plus de trente ans ou encore sur le pouvoir exorbitant de la finance dans le capitalisme contemporain. L'intérêt se porte essentiellement sur les fonctions de contrôle et borne que l'on fait jouer à la «réalité». Cette fonction a un indéniable caractère idéologique – bien résumé par l'acronyme TINA; mais ce serait une erreur que de la réduire à cette seule manifestation. Si l'appel à la «réalité» est si probante, c'est parce que dans l'horizon de la contingence propre à la modernité, il permet d'arrêter les questionnements, en imposant l'idée de l'existence d'un socle «stable» à fonctionnement «prévisible». Notre tout dernier socle.

C'est l'origine déterminante de la fascination indéniable de nos sociétés pour le «réel»; le dernier grand mythe de la modernité. Plus la conscience d'habiter dans des univers pénétrés de textures culturelles diverses et ouvertes à la circulation des signes devient vive, plus l'appel à la «réalité» devient le tribunal ultime face auquel nous devons juger du vrai et du faux. Pourtant, et c'est le problème cardinal que la critique se doit sans arrêt de rappeler, la «réalité», dans la vie sociale, n'a pas une action immédiate et durable. C'est pourquoi et d'un point de vue critique, ce qui est à étudier, ce n'est pas «ce qu'est» la réalité, mais les fonctions historiques qu'on lui fait jouer au sein des différentes sociétés. L'important n'est plus – comme jadis – de dévoiler les «dieux» en montrant que le monde est construit par les hommes; mais de comprendre les fonctions sociales spécifiques que chaque période ou société octroie à la «réalité».

Or, ce que nous venons d'évoquer à partir de la science économique, fait-il vraiment sens chez les citoyens? N'ont-ils pas plutôt une (très) faible connaissance autant des faits que des principes de l'économie, une méconnaissance repérable aussi d'ailleurs chez bien des responsables politiques? Si, comme certaines études empiriques ont pu le montrer, les connaissances factuelles sur l'économie font souvent largement défaut aux individus, en revanche, l'économie-comme-réalité est une représentation – une croyance – largement consensuelle dans nos sociétés (Lebaron, 2000). Les sociétés contemporaines ne diffèrent guère à ce sujet de celles du passé. Les connaissances effectives que le «peuple» avait par exemple de la théologie-politique comme corps doctrinal instaurant la «réalité» furent jadis, elles aussi, bien lacunaires (Abercrombie, Hill et Turner, 1980). Mais cela n'a jamais empêché ce corps de doctrine d'agir comme borne effective de réalité. Aujourd'hui cette régulation opère par l'expansion généralisée d'une manière économique de se comporter (Coats, 1993; Steiner, 2005; Lebaron, 2000); un processus qualitativement renforcé par l'apparition depuis une vingtaine d'années de chaînes d'information spécialisées. Certes, cette connaissance est dif-

férente selon les publics mais elle diffuse à tous le sens d'un univers soumis à des contraintes économiques incontournables. Elle distille une vision hégémonique, entretenue à la fois par le discours des économistes, par les «réformes nécessaires» des gouvernements, par le sens commun (la rareté), et, paradoxalement, par une certaine pensée contestataire et son adhésion à la mécanique. C'est contre cette coalition hétérogène que doit se dresser le travail critique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Abercrombie N., Hill S., Turner B.S., 1980 *The Dominant Ideology Thesis*, London, George Allen and Unwen.

Aglietta M., 2008. *La crise. Comment en est-on arrivé là? Comment en sortir?*, Paris, Michalon.

Aglietta M., Orléan A., 2003 *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob.

Araujo K., Martuccelli D., 2011 «Social Inconsistency: a new concept in social stratification», *CEPAL Review*, April, n°103, pp.153-165.

Artus P., Virard M.-P., 2005 *Le capitalisme est en train de s'autodétruire*, Paris, La Découverte.

Bairoch P., 1999 *Mythes et paradoxes de l'histoire économique* [1993], Paris, La Découverte/Syros.

Berthoud A., 2005 *Agent économique et sujet moral*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion.

Castoriadis C., 1975 *L'institution imaginaire de la réalité*, Paris, Seuil.

Chesnais F., 2011 *Les dettes illégitimes*, Paris, Raisons d'Agir Editions.

Coats A., 1993 *The Institutionalization and Professionalization of Economics*, Boulder/London, Routledge.

Duhaime G., 2003 *La vie à crédit*, Québec, Les Presses de l'Université de Laval.

Flahault F., 2003 *Pourquoi limiter l'expansion du capitalisme?*, Paris, Descartes & Cie.

Godechot O., 2001 *Les traders*, Paris, La Découverte.

Jorion P., 2009 *La crise du capitalisme américain*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant.

Keynes J.M., 1977 *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* [1935], Paris, Payot.

Krugman P., 2009 *Pourquoi les crises reviennent toujours?*, Paris, Seuil.

Latouche S., 2005 *L'invention de l'économie*, Paris, Albin Michel.

Lazzarato M., 2011 *La fabrique de l'homme endetté*, Paris, Editions Amsterdam.

Lebaron F., 2000 *La croyance économique*, Paris, La Seuil.

Lebaron F., 2010 *La crise de la croyance économique*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant.

Lordon F., 2006 *L'intérêt souverain*, Paris, La Découverte.

Martuccelli D., 2004 «Les imageries du pouvoir: de la rationalisation à la réactivité», *L'homme et la société*, n°152-153, avril-septembre, pp.183-200.

Martuccelli D., 2014 *Les sociétés et l'impossible*, Paris, Armand Colin.

Orléan A., 1999 *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob.

Orléan A., 2011 *L'empire de la valeur*, Paris, Seuil.

Pilhon D., 2004 «Les grandes entreprises fragilisées par la finance», in F.Chesnais (éd.), *La finance mondialisée*, Paris, La Découverte, pp.125-145.

Reinhart C., Rogoff K.S., 2009 *This time is different*, Princeton, Princeton University Press.

Steiner P., 1998 *La «science nouvelle» de l'économie politique*, Paris, P.U.F.

Steiner P., 2005 *L'école durkheimienne et l'économie*, Genève-Paris, Droz.

Stiglitz J.E., 2010 *Le triomphe de la cupidité*, Paris, Babel.